

Stephan Wyss, expert agréé en matière de prévoyance professionnelle, Prevanto SA

Nouvelle économie, nouveau coronavirus

J'avoue qu'il m'est difficile, en cette période très particulière, d'écrire quelques lignes de circonstance sur la LPP. Pratiquement du jour au lendemain, notre vie a basculé. En tant que société, nous ne nous situons subitement plus au sommet de la pyramide de Maslow, dans le domaine du besoin d'accomplissement de soi, mais plutôt au niveau des besoins de sécurité existentielle. Au risque de vous décevoir: je ne vais pas vous parler des gains de mortalité sur les effectifs de rentiers, ni les quantifier. Si on ne meurt pas aujourd'hui on mourra demain, et ceux qui meurent aujourd'hui ne pourront plus mourir demain. Il est donc peu probable que la pandémie de Covid-19 laisse des traces profondes dans nos tables de mortalité, car elles sont toutes basées sur les observations faites sur une période de 60 mois. Une petite réserve tout de même: nous n'avons pas encore d'expérience à long terme d'êtres humains qui ont produit des anticorps. J'espère qu'ils retrouveront leur santé d'avant la pandémie du coronavirus.

D'un point de vue sanitaire, la Suisse semble s'en tirer à bon compte face à cette dangereuse épidémie qui paraît matée pour l'instant. C'est plutôt l'évolution conjoncturelle qui préoccupe. Est-ce que nous parviendrons à digérer les conséquences de l'arrêt global de l'économie? Oui, sans aucun doute. Mais combien de temps ressentirons-nous les séquelles de ce coup de frein brutal? Et est-ce que ses retombées économiques se reflètent déjà suffisamment dans le prix des actifs? Evidemment, nous ne connaissons pas la réponse. Personnellement, je suis très sceptique quant à l'évolution des marchés boursiers et des marchés du crédit. Est-ce que la politique monétaire et fiscale ou l'augmentation de la masse monétaire et des dépenses publiques parviendront à atténuer le choc pour l'économie? Les chiffres qui circulent actuellement donnent le vertige. Ce ne sont pas des milliards, mais des milliers de milliards que les États et les banques centrales dépensent parce qu'il faut bien venir à la rescousse des marchés. En chiffres écrits noir sur blanc, voilà ce que ça donne: 10 000 000 000 000! Et vu le nombre de zéros, peu importe qu'il s'agisse de dollars, d'euros ou de francs. Le chiffre indiqué correspond à environ 50% de la production économique annuelle des États-Unis, en d'autres termes, à la production de 330 millions d'Américains sur un semestre.

Au cours de mes études, j'ai appris que la politique monétaire ou fiscale ne pouvait avoir d'effets durables sur l'économie réelle. Vous objecterez peut-être que mon approche est «vieille école» et que nous vivons dans un monde nouveau, une sorte de «nouveau monde monétaire et fiscal» à l'image de la «nou-

velle économie» au tournant du millénaire. Et qu'est-il arrivé à la «nouvelle économie» à l'époque? La différence, c'est qu'aujourd'hui la bulle a des dimensions tellement plus grandes, tellement astronomiques, que je ne vois tout simplement pas comment elle pourrait éclater. Les banques centrales, en valeur-

reux sapeurs-pompiers, ont éteint le foyer de la crise financière, mais au regard des bilans des banques centrales et de l'endettement public, les marchés financiers n'ont pas encore pu se normaliser. Et voici que le «nouveau coronavirus» nous tombe dessus et déclenche un nouveau traitement aux antibiotiques sous forme de milliers de milliards injectés dans l'économie. Je crains que – comme pour notre santé – une résistance ne se forme, que le remède perde son efficacité et que nous ne glissions dans une longue et dangereuse récession avec des restructurations de dette en série.

J'ai failli oublier que j'étais naturellement optimiste, pour la simple raison que les optimistes sont plus heureux. Je crois donc au pouvoir d'auto-guérison de l'être humain, tant au niveau de la santé que de l'économie. Nous trouverons des remèdes efficaces et un vaccin et n'aurons plus à subir de nouveaux confinements. Le commerce international va reprendre, la demande sera stimulée par le besoin de rattrapage, contribuant à élargir l'offre, et la croissance économique en résultant augmentera les recettes fiscales ce qui, à son tour, permettra de résorber les dettes. Dans le même temps, les banques centrales pourront à nouveau réduire progressivement leurs bilans, et dans dix ou quinze ans, nous ne garderons qu'un souvenir anecdotique de cette période difficile.

Pour conclure, j'aimerais quand même revenir à un sujet LPP. Quel peut être le poids d'une réforme de la LPP où l'enjeu n'est «que» de quelques milliards, avec des différences encore plus insignifiantes entre les diverses variantes, dans un contexte où la Confédération, les cantons et les communes versent les milliards par dizaines de leur corne d'abondance? Est-ce que nos parlementaires sauront garder les pieds sur terre et accepteront que les dépenses engagées sous le coup du «nouveau coronavirus» doivent rester une exception absolue? J'espère que dans ce domaine aussi, le retour à la normale est pour bientôt. Car dans l'ensemble, le vieux monde n'était quand même pas si mal. Qu'en pensez-vous? **I**

«Est-ce que la politique monétaire et fiscale ou l'augmentation de la masse monétaire et des dépenses publiques parviendront à atténuer le choc pour l'économie? Les chiffres qui circulent actuellement donnent le vertige.»

Dans l'édition de juin de la «Prévoyance Professionnelle Suisse», vous sera proposé un commentaire de Marco Bagutti.